



Doc. 13776

30 avril 2015

Situation au Liban et risques pour la stabilité de la région et la sécurité de l'Europe

Proposition de résolution

déposée par M. Tobias ZECH et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Malgré la guerre civile persistante en Syrie, le Liban continue de faire preuve d'une résilience remarquable face aux dangers et aux menaces qui résultent des soulèvements dans la région. Toutefois, l'absence d'unité dans la gouvernance libanaise et le sectarisme qui prévaut dans le pays rendent tout aussi vulnérables son gouvernement et sa sécurité nationale. Cette tendance s'est récemment accentuée.

L'implication du Hezbollah dans la guerre civile en Syrie en faveur du Président syrien Bachar Al-Assad et contre les forces rebelles, qui sont principalement sunnites, ainsi que la présence de deux populations massives de réfugiés, les Syriens et les Palestiniens, qui sont essentiellement sunnites, mettent en péril le fragile équilibre dans les relations entre sunnites et chiites au Liban.

En août 2014, des groupes extrémistes en provenance de Syrie ont commencé à s'attaquer aux forces de sécurité libanaises. Jusqu'à présent, les services de sécurité du Liban ont réussi à contrer la menace et à maintenir la stabilité dans le pays. Toutefois, l'appel à l'aide internationale lancé par le Liban en faveur de ses services de sécurité reste urgent.

En novembre 2014, en raison de la situation sécuritaire, le Liban a dû différer une deuxième fois la tenue d'élections législatives et prolonger jusqu'en 2017 le mandat du Parlement. Cela prive les citoyens du Liban de leur droit de vote.

Depuis le déclenchement du conflit, il y a cinq ans, les trois grands piliers de l'économie libanaise que sont les services, la construction et le tourisme ont beaucoup souffert. Avec un niveau de la dette estimée à pratiquement 150 % de son PIB, l'effondrement de l'économie du Liban devient une dangereuse possibilité.

Afin d'empêcher la poursuite de l'érosion du maintien de l'ordre au Proche-Orient, la communauté internationale doit renforcer la stabilité du Liban.

De même, et conformément à sa Résolution 1520 (2006), par laquelle elle insiste sur la nécessité de poursuivre un dialogue au niveau parlementaire avec toutes les parties concernées au Proche-Orient, l'Assemblée parlementaire décide d'étudier de près l'évolution de la situation politique au Liban, en s'intéressant tout particulièrement à sa sécurité intérieure et à l'affaiblissement de ses institutions politiques. En outre, l'Assemblée décide d'examiner quelles sont les possibilités de soutenir et de promouvoir les réformes démocratiques et les mesures de lutte contre la radicalisation.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

ZECH Tobias, Allemagne, PPE/DC
AGRAMUNT Pedro, Espagne, PPE/DC
AMON Werner, Autriche, PPE/DC
BARNETT Doris, Allemagne, SOC
CSENGER-ZALÁN Zsolt, Hongrie, PPE/DC
DALLOZ Marie-Christine, France, PPE/DC
DROBINSKI-WEIß Elvira, Allemagne, SOC
FISCHER Axel E., Allemagne, PPE/DC
FOURNIER Bernard, France, PPE/DC
HEINRICH Gabriela, Allemagne, SOC
HOFFMANN Rózsa, Hongrie, PPE/DC
HÜBINGER Anette, Allemagne, PPE/DC
JUNG Franz Josef, Allemagne, PPE/DC
LEGENDRE Jacques, France, PPE/DC
MARIANI Thierry, France, PPE/DC
MIGNON Jean-Claude, France, PPE/DC
MIßFELDER Philipp, Allemagne, PPE/DC
NÉMETH Zsolt, Hongrie, PPE/DC
NIKOLOSKI Aleksandar, "L'ex-République yougoslave de Macédoine", PPE/DC
RAWERT Mechthild, Allemagne, SOC
SCHWABE Frank, Allemagne, SOC
TILKI Attila, Hongrie, PPE/DC
VOGEL Volkmar, Allemagne, PPE/DC
WADEPHUL Johann, Allemagne, PPE/DC
WALTER Robert, Royaume-Uni, CE

1. CE: Groupe des conservateurs européens
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe socialiste